

Au pied du mur

Ilan
Halevi

Il y a quinze jours, j'avais décidé de consacrer cette chronique tout entière au « mur » qui, selon l'expression du président américain, « serpente » à travers la Cisjordanie. Mais une fois encore, les événements m'ont rattrapé, et je ne peux plus m'en tenir à cette résolution.

Je voulais parler du « mur » et de ses multiples et révélatrices dénominations. Celles qui font référence à la sécurité, et celles qui font allusion à la séparation, concept que la langue néerlandaise – ou flamande – traduit littéralement par apartheid. Je voulais décrire la muraille de huit mètres de hauteur avec ses miradors et ses postes fortifiés, tenter de déchiffrer son impact sur le paysage, et aussi ses conséquences sur la vie quotidienne des Palestiniens qu'elle enclave, divise, prive de leurs terres et persécute. Mais entre-temps, les Israéliens ayant fait passer leur campagne d'assassinats à la vitesse supérieure, tout particulièrement avec le meurtre d'Ismaïl Abou Shanab, le plus résolu des partisans de la trêve au sein de la direction du Hamas, ladite trêve a volé en éclats et avec elle le gouvernement d'Abou Mazen. Le gouvernement d'Israël en a profité pour intensifier sa politique de liquidations, « ratant » coup sur coup le cheikh Yassine et le Dr Mahmoud al-Zahar, mais tuant et blessant par la même occasion une ribambelle de civils, femmes, enfants, voisins et passants comptés comme dommages collatéraux.

Abou Mazen, on s'en souvient, c'est celui qui a donné à George W. Bush la carte et les photos du « mur » lors de sa visite à la Maison Blanche, provoquant chez le maître américain une réaction de rejet brutale et explicite. Le porte-parole du Département d'Etat lui-même, Richard Boucher, expliquait au cours d'une conférence de presse, que le problème du « mur » était moins son principe que son tracé, parce qu'il ne suivait pas celui de la « ligne verte » censée servir de base à la définition de la frontière future entre les deux Etats d'Israël et de Palestine. Cette hostilité déclarée à un projet cher à l'ensemble de la classe politique et de l'opinion publique

israéliennes, cet infléchissement de la bienveillance et de la complaisance, ce quasi-tournant du discours américain ont certainement allumé plusieurs voyants rouges chez Sharon et ses acolytes, et, en instrumentalisant la prévisible vendetta des groupes armés palestiniens menacés, décimés et décapités, ils ont eu la peau du Premier ministre palestinien.

Je voulais parler du mur mental, du ghetto culturel et de la haine dont le mur physique n'est que l'expression inscrite dans le béton armé. De la bêtise et de la peur, du racisme et de la laideur. De l'incapacité, dont le « mur » est le reflet, à concevoir la paix, la coexistence, l'interaction avec l'Autre. De l'absurdité d'une muraille de Chine à l'heure de l'Euro-Méditerranée et de la relégation du mur de Berlin au musée des horreurs et aberrations de l'histoire du siècle dernier. Je voulais parler du racisme candide de la gauche sioniste, dont il ne faut pas oublier qu'elle est la mère de l'idée de la séparation – la séparation « physique », tenait à préciser le travailliste Barak, de peur que le concept ne soit pris pour une métaphore sur l'autodétermination. Je voulais évoquer les prises de positions de quelques activistes et intellectuels de la gauche radicale en Israël, en faveur du bi-nationalisme et d'une solution démocratique au conflit sur le modèle sud-africain. Je méditais sur tout ça et mûrissais en moi ce propos. C'était aux derniers jours de la hudna, la trêve des attentats et opérations armées qu'Abou Mazen avait obtenue des dirigeants du Hamas, et qu'ils avaient scrupuleusement et unilatéralement appliquée durant cinquante et un jours. Pendant que plusieurs immeubles surgissaient des chantiers de Ramallah, dont un grand centre commercial à l'américaine, démontrant avec éclat la vigueur du capitalisme en général, et du capitalisme palestinien en particulier, on se prenait à rêver à une campagne internationale contre le « mur » où la Maison Blanche serait du bon côté, à fantasmer sur une accalmie durable à la faveur de laquelle on pourrait reprendre l'initiative politique et non seulement se protéger des coups assénés de toutes parts. Naïveté sans

doute, qui n'a même pas l'excuse de l'inexpérience, mais doit sans doute procéder de l'instinct de vie et de survie, et de cette vitalité, de cette soif de normalité chevillée au cœur de la société palestinienne, où le désespoir actif et suicidaire, en dépit de sa virulence et de sa visibilité, reste d'autant plus marginal qu'il prend en charge, au sein de la majorité « silencieuse », la frustration et la soif de vengeance nourries par les misères quotidiennes de l'occupation, les assassinats, les emprisonnements et les destructions.

Je voulais aussi parler du très bon livre collectif publié par le réseau palestinien des ONG sur l'environnement à propos du « mur », sous le titre : *Le mur en Palestine ; faits, témoignages, analyses et appel à l'action*. Les auteurs y ont rassemblé avec sobriété, et sans surenchère rhétorique inutile, des données précises et chiffrées sur l'impact du « mur » aux niveaux écologique, économique, social et politique, et aussi des études monographiques sur des régions données, ainsi que des témoignages sur les conséquences humaines de cette construction. Mais une fois encore, le temps m'a rattrapé.

Depuis son intronisation il y a quelque quatre mois, le gouvernement d'Abou Mazen était sommé par les Américains (mais aussi par les Britanniques et les Espagnols, dont l'alignement sur Washington dans l'affaire irakienne coïncide avec leur propres obsessions sécuritaires irlandaises et basques) de « démanteler les infrastructures du terrorisme », c'est-à-dire d'engager la société palestinienne dans une guerre civile avant tout allègement de l'occupation, pour ne pas parler d'indépendance et de souveraineté. Engagement hérité des accords intérimaires post-Oslo, réitéré dans la « feuille de route » du « quartette ». Dans son discours d'investiture définissant le programme de travail de son gouvernement, le Premier ministre avait présenté la chose comme découlant du rétablissement du pouvoir central, de la primauté du droit, et de l'indispensable monopole étatique de la violence. Mais il avait aussi pris soin de situer ces objectifs dans le

moyen et le long terme. Face aux admonestations insistantes et aux pressions pour « prendre des mesures concrètes », c'est-à-dire procéder à des arrestations et désarmer les fractions armées, le gouvernement palestinien faisait état de sa double faiblesse logistique et politique. Il lui faudrait du temps et de l'argent pour reconstruire ses forces et ses appareils de sécurité détruits par Israël, il leur faudrait une marge de manœuvre et une mobilité que seuls les Israéliens étaient à même de lui garantir, et il faudrait surtout une amélioration sensible des conditions de vie de la population palestinienne en général pour créer dans l'opinion un courant d'espoir qui permettrait d'isoler les jusqu'au-boutistes de la confrontation armée. Sans ces conditions, faisait-il valoir, engager une guerre civile ne serait pas seulement mauvais, mais suicidaire, car les tenants de l'escalade l'emporteraient. Ils décuplèrent d'ailleurs, dans ce scénario, leurs opérations anti-israéliennes, justement pour s'attirer les faveurs de l'opinion et mieux dénoncer l'autorité « collaboratrice ». C'est sur l'arrière-plan de ces contraintes que la direction palestinienne s'était engagée dans la recherche d'une trêve, une hudna, qu'il faudrait pouvoir prolonger et transformer en cessez-le-feu définitif, lui-même prélude à un désarmement de toutes les milices.

D'emblée, le gouvernement israélien avait, comme par le passé, rejeté le principe même de trêve ou de cessez-le-feu, qui impliquait la renonciation à la vengeance d'Etat, cette « paix des braves » héritée de De Gaulle et chère au président palestinien. Prise au mot et au piège de sa propre logomachie antiterroriste, l'administration américaine ne pouvait que soutenir les réticences israéliennes. Ainsi l'envoyé spécial américain, John Wolf, pouvait-il établir une fallacieuse symétrie entre les engagements non respectés de part et d'autre : certes les Israéliens n'arrêtaient pas la colonisation, mais les Palestiniens, de leur côté, ne démantelaient pas les organisations responsables des opérations armées et des attentats !

Il n'en demeure pas moins que les cinquante et un jours de trêve auront représenté pour

l'Autorité palestinienne un accomplissement politique considérable. Car nulle part on ne peut constater le moindre succès de politiques purement répressives dans la lutte contre les mouvements qui ont fait du terrorisme aveugle leur stratégie. Là où des progrès ont été enregistrés, comme en Irlande du Nord, c'est à la faveur d'avancées politiques crédibles aux yeux de la base de ces mouvements. On le constate quotidiennement en Afghanistan et en Irak, au Cachemire ou ailleurs. On se demande véritablement comment l'Autorité palestinienne, exsangue, sans moyens et sans soutien populaire, pourrait réussir là où des Etats puissants comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou Israël ont échoué depuis des décennies ! Alors que le dialogue politique, avec l'opinion pour témoin et arbitre, a montré son efficacité, je dirais même sa supériorité. Car si le désarmement reste l'horizon, c'est le recyclage des mouvances armées dans la vie politique et leur insertion dans le jeu démocratique légal, et non pas leur criminalisation et leur liquidation physique, qui découlent de la logique de la trêve.

Suite à la rupture de la trêve unilatérale et à l'attentat meurtrier contre un autobus à Jérusalem, le gouvernement d'Abou Mazen avait finalement décidé de prendre des mesures répressives immédiates contre la direction du Hamas. L'assassinat d'Abou Shanab est survenu juste à temps pour empêcher leur mise en œuvre, dont les conséquences politiques auraient été incontrôlées, et sans doute incontrôlables, mais qui aurait donné aux Américains des gages de la bonne volonté palestinienne.

Dans son discours de démission, le Premier ministre palestinien sortant accusait les Israéliens et les Américains d'être les responsables de son impuissance, associant pêle-mêle aux raisons de son échec la presse et les télévisions arabes, ainsi que les obstacles mis sur sa route par le président Arafat, dont le journaliste israélien Danny Rubinstein écrivait il y a quelques jours qu'il était « *coincé, assiégé, et au poste de commande !* »

La question agite divers milieux, tant en Palestine que de par le monde : quel rôle a joué

le président palestinien dans cet échec ? Les Israéliens et, dans une large mesure, les Américains le tiennent pour responsable du terrorisme et de sa pérennité. Ainsi les querelles de nomination à la tête des organes de sécurité refléteraient-elles la contradiction entre Abou Mazen le « réformiste », partisan notoire de la démilitarisation de l'Intifada, et Arafat, qui garderait au chaud la carte du terrorisme. La réalité est sans doute plus prosaïque, et renvoie à des logiques de pouvoir où s'affrontent non seulement deux individus mais diverses cliques et camps, lorsque les uns insistent sur la nécessité de faire respecter la loi et l'ordre et les autres sur l'impérieux besoin d'éviter la guerre civile.

Dans ces mini-batailles surmédiatisées, l'outrance simplificatrice a tendance à prévaloir. On sait qu'Abou Mazen a été profondément choqué par la virulence des invectives proférées par les manifestants qui l'ont agressé à l'entrée du Conseil législatif, le dénonçant comme un traître, un collabo, un agent de la CIA, « un Karzaï ». Accusations bien sûr injustes et infondées, sinon sur la volonté israélo-américaine de faire de lui, contre son gré, l'alternative à Yasser Arafat. Il faut dire que son désastreux discours d'Aqaba, entièrement dévolu aux exigences politiques israélo-américaines, et totalement dépourvu de paroles adressées au peuple palestinien lui-même, l'avait déjà bien isolé d'une opinion populaire de toute façon sceptique, voire méfiante à son égard.

En fait, le boycott israélo-américain sur la personne d'Arafat avait mis Abou Mazen dans une position qui n'est pas sans rappeler celle de Haydar Abdel Shafi à Madrid en 1991 et à Washington en 1992-1993 : chef-négociateur par défaut, pour cause de boycott de l'interlocuteur véritable, et en tant que tel dépourvu de l'autorité légitime qui seule peut permettre un compromis. Ainsi a-t-on pu assister, au cours de ces derniers mois, à un renversement spectaculaire de la stratégie palestinienne en matière de négociations. Alors que depuis une décennie les négociateurs palestiniens ont privilégié les avancées

politiques en direction de l'Etat à établir au plus vite, souvent au mépris des préoccupations immédiates de la rue, Abou Mazen n'a cessé tout au long de ces semaines, de coller aux exigences de l'opinion publique, réclamant la libération des prisonniers, l'arrêt de la colonisation et de la construction du « mur », la levée du bouclage et des barrages. Faisant valoir que toutes ces mesures étaient indispensables pour le rendre crédible et donc capable d'une action décisive, mais confirmant en filigrane qu'Arafat restait le seul habilité à conclure un compromis.

Le spectre d'une transition en douceur avec Abou Ala, le négociateur d'Oslo, qu'Israéliens, Américains et Européens connaissent bien et ont toujours apprécié, mais dont les relations avec le président palestinien sont moins conflictuelles, aura vite été conjuré par l'escalade sur le terrain. Deux attentats particulièrement meurtriers revendiqués par le Hamas fournirent au gouvernement israélien le prétexte d'un déchaînement de vengeance aéropropulsée, assortie d'une décision du cabinet de déporter (c'est-à-dire d'assassiner) le président élu de l'Autorité palestinienne. L'effet immédiat de cette annonce non datée aura été de repousser la composition d'un nouveau gouvernement, et de replacer toutes les cartes sans exception entre les mains du vieux chef.

Hier, avec l'annonce de cette décision, des milliers de civils palestiniens de toutes classes et de tous âges, répondant à l'appel de Fath, ont convergé vers la Muqatta'a pour protéger le président de leur corps. Dans toutes les villes palestiniennes, et en particulier à Gaza, des milliers de citoyens palestiniens sont descendus dans la rue pour proclamer haut et fort leur soutien au président élu de l'Autorité palestinienne. Les camps de réfugiés palestiniens au Liban, qui ne sont pourtant pas des bastions du loyalisme à Yasser Arafat, se sont massivement mobilisés pour manifester leur solidarité avec le leader assiégé. L'ampleur de cette mobilisation sans précédent, qui fait écho aux mises en garde européennes et arabes et aux réticences américaines, semble devoir momentanément repousser la mise en œuvre

de cette menace. Pour combien de temps ? Jusqu'au prochain attentat ? Le nom de code de la dernière opération israélienne contre la Muqatta'a, s'en souvient-on, était « Question de temps » : tout un programme !

Il faudra beaucoup de boucliers humains et une mobilisation sans faille de la communauté internationale pour empêcher Sharon, Ulmert, Shalom et Mofaz de mettre ces menaces à exécution.

C'est aujourd'hui le dixième anniversaire de la signature, sur les pelouses de la Maison Blanche, de la Déclaration de principes israélo-palestinienne connue sous le nom d'Accord d'Oslo. Personne n'ose célébrer cet anniversaire, tant le bilan semble aujourd'hui négatif. Je me souviens, cependant, de l'immensité de l'espoir que ce moment privilégié dans l'histoire du conflit avait suscité, et reste convaincu que la dynamique qui s'est grippée avec l'assassinat de feu Yitzhak Rabin n'était pas un leurre ou une chimère, mais une véritable option, une chance historique que la société israélienne, ou au moins la classe politique israélienne, prisonnière de sa force autant que de sa peur, n'a pas su saisir.

En attendant, il va falloir survivre, et même pour les Palestiniens rompus à cette technique depuis des décennies de malheur, cela risque de devenir, au cours des semaines et des mois à venir, plus difficile encore.

—I. H.

Ramallah, le 13 septembre 2003